

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. X.

No. 44.

Prix du numéro, 7 centimes.—Annonces, la ligne, 10 centimes.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 30 OCTOBRE 1879

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est publiée par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND-DESBARATS, à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

SOMMAIRE

Les événements de 1838, par L.-O. David.—Un rude métier, par A. Gélinas.—L'affaire Letellier.—Chronique américaine, par Anthony Ralph.—Nos gravures.—Revue de la semaine, par A. Gélinas.—M. Bibaud et la langue française, par Jules Airvaux.—Un mariage à Paris.—Le muette qui parle, par F. du Boisgobey (suite).—Choses et autres.—Le quartier latin à Paris.—Gare à la Chine, par Adrien Huarr.—Conseils aux mères.—Les échecs.—Le jeu de dames.—Prix du marché de détail de Montréal.

GRAVURES : Les vignobles canadiens : La récolte du raisin : L'emmagasinement : Pêlerinage à la Merque : La fête de St-Cloud : Lancement de pigeons aux Champs Elysées à Paris.

NOTRE PRIME

Notre magnifique prime est maintenant prête à être livrée à ceux qui y ont droit. C'est une grande et belle gravure représentant le bonheur domestique, ou Monsieur, Madame et Bébé, comme disait Gustave Droz; sujet simple et vieux, mais toujours beau, surtout lorsqu'il inspire un véritable artiste.

C'est un tableau où le bonheur domestique apparaît sous des couleurs si charmantes, qu'il va opérer une véritable révolution parmi les malheureux qui n'ont pas eu le courage encore de contracter mariage. Les vieux garçons ne pourront pas le contempler sans prendre la résolution de laisser les froides régions du célibat où ils cherchent vainement le bonheur.

Que de gens, de filles surtout, intéressés à répandre cette gravure en augmentant le nombre de nos abonnés! Vraiment, on devrait s'associer, s'organiser comme pour la colonisation ou la propagation de la foi, afin de faire pénétrer partout notre journal avec sa prime salutaire. Nos abonnés, dans tous les cas, s'empresseront de payer ce qu'ils doivent dans le but de satisfaire à un devoir et d'obtenir une si belle gravure, dont la vue domptera les maris les plus fougueux et calmera les femmes les plus acariâtres.

Auront droit à cette prime tous les abonnés actuels dont l'abonnement sera payé jusqu'au 1er janvier 1880, et les nouveaux abonnés qui paieront six mois d'avance.

LES ÉVÉNEMENTS DE 1838

Les patriotes, partis de Napierreville le neuf au matin, arrivèrent à Lacolle le soir vers cinq heures. Leur marche ne fut troublée que par quelques coups de fusil qu'ils reçurent en passant sur le pont de Lacolle. Comme ils étaient fatigués, ils accueillirent avec plaisir l'ordre de se préparer à passer la nuit à Lacolle.

Un incident fâcheux leur causa beaucoup de malaise. Vers huit heures, leur général, le Dr Nelson, leur était ramené prisonnier, pieds et poings liés, par un détachement de patriotes qui prétendait l'avoir arrêté lorsqu'il était en train de franchir la frontière.

Les chefs du détachement avaient eu l'intention de le livrer immédiatement à l'ennemi, et il eut toutes les peines du monde à se faire ramener au camp; sans les capitaines Nicholas et Trudeau, il n'y serait pas revenu.

La confiance des patriotes fut ébranlée, et, un moment, ces pauvres gens se croyant trahis, eurent l'idée de se débânder, mais Nelson protesta avec tant d'énergie contre les intentions odieuses qu'on lui prêtait, qu'il les convainquit de son innocence. Il ne manque pas de gens qui croient encore que, pris de découragement et effrayé de la responsabilité qu'il assumait, il voulut réellement s'évader. En l'absence de preuves certaines, mieux vaut croire qu'il était allé en avant pour faire, comme il le prétendit, une reconnaissance. Nelson jura à ses soldats qu'il leur prouverait sa sincérité en les conduisant, le lendemain matin, à Odelltown, où l'ennemi les attendait.

Odelltown, situé à trois mille de Lacolle, est un point stratégique important, une base d'opérations précieuse dans une guerre entre le Canada et les États-Unis.

Odelltown et Lacolle au pouvoir des bureaucrates, c'était la ruine des plans de Nelson qui se trouvait privé de ses communications avec les États-Unis pour avoir des secours ou opérer sa retraite en cas de défaite. Tous les patriotes, convaincus de l'importance d'enlever ce poste à l'ennemi, se couchèrent satisfaits de la résolution qui venait d'être prise. Le lendemain, 10 novembre, ils furent sur pied de bonheur et partirent pour Odelltown au nombre de quatre à cinq cents, armés, comme nous l'avons dit. Il était entendu que les patriotes qui n'avaient pas de fusils prendraient ceux des ennemis qui seraient tués durant le combat.

Les volontaires, au nombre de trois cents, étaient bien armés, pourvus de munitions, en possession d'un canon et fortement retranchés dans l'église d'Odelltown. Les chefs patriotes virent bien que le combat serait rude, la victoire difficile à gagner, mais il était trop tard pour reculer, il fallait marcher.

La petite armée s'avança en trois colonnes, celle du centre sous le commandement du major Hébert, la droite commandée par Hindelang, qui avait pour lieutenant M. Hypolite Lanctôt, et la gauche sous les ordres du général en chef Nelson.

Ce fut la colonne du centre qui essaya la première le feu de l'ennemi, le cheval du major Hébert, atteint légèrement par un boulet de canon, ruverssa son cavalier et s'élança à bride abattue à travers les champs. Hébert se releva aussitôt, et,

voyant le danger auquel la colonne qu'il commandait était exposée en suivant le chemin public, donna ordre à ses soldats de se diviser et de se joindre aux colonnes de la droite et de la gauche, qui s'étaient embusquées, l'une derrière une grange et l'autre derrière une clôture construite partie en bois et partie en pierre. Nous avons déjà dit comment de ces deux postes les patriotes entretenaient pendant près de cinq heures un feu nourri sur les volontaires qu'ils atteignaient difficilement, et seulement, lorsque pour tirer, ceux-ci apparaissaient aux fenêtres de l'église.

Il y avait parmi les patriotes des chasseurs dont le tir était admirable, et qui, répétant ce que les Lafèche et les Bourdages avaient fait à Saint-Denis, culbutaient chaque soldat qui se présentait, la mèche à la main, pour faire partir le canon placé devant l'église.

Les volontaires, furieux des ravages que faisaient parmi eux les balles des patriotes embusqués derrière la clôture et surtout derrière la grange, résolurent de leur porter un coup mortel en mettant le feu à cette bâtisse. Après plusieurs tentatives qui leur coûtèrent la vie de sept ou huit hommes, ils réussirent; bientôt la grange s'écroula, et les patriotes, privés de cet abri, allèrent joindre ceux qui combattaient derrière la clôture, où la position n'était pas aussi avantageuse.

Pour comble de malheur, vers quatre heures, les munitions des patriotes étaient presque épuisées, les volontaires recevaient un renfort de cent hommes de Caldwell Manor, et, quittant l'église, se préparaient à entourer les patriotes.

"Nous sommes perdus," dit le brave major Hébert à ceux qui l'entouraient. Un conseil des officiers fut improvisé à la hâte, et l'ordre de retraiter fut donné. La retraite se fit en assez bon ordre, les volontaires, fatigués du combat, ne jugèrent pas à propos de poursuivre les vaincus.

Quelle fut la conduite de Nelson pendant le combat? Il est étonnant que les opinions soient si partagées à ce sujet, les uns disant qu'il s'enfuit au commencement de la bataille, les autres affirmant qu'il se comporta bien pendant l'action et ne se sauva qu'à la fin de la journée. Il paraît certain, malheureusement, qu'il partit plus tôt qu'il n'aurait dû faire, cherchant son salut dans la fuite, pendant que les pauvres gens qu'il avait jetés dans l'insurrection se battaient et tombaient en braves.

Parmi ceux qui se distinguèrent le plus pendant le combat, il faut citer Hindelang, qui, s'exposant au feu de l'ennemi avec le plus grand sang-froid, disait à ses hommes : "En avant, mes amis, ne craignez pas, les balles ne vous feront pas plus de mal qu'à moi."

M. Hypolite Lanctôt eut un de ses parents tué sous ses yeux et un autre blessé grièvement pendant qu'ils se battaient tous deux bravement. Plusieurs autres seront mentionnés plus tard.

Les patriotes, comprenant qu'après cette défaite tout était fini, se débânderent à quelques milles d'Odelltown. Un bon nombre furent arrêtés en voulant franchir la frontière, plusieurs parvinrent à s'évader, les autres s'en retournèrent dans leurs foyers. Il y en a qui vécurent pendant des mois dans leurs caves, leurs greniers ou leurs granges afin d'échapper à la vengeance des bureaucrates.

Environ deux cents patriotes, comman-

dés par l'énergique Malhiot, avaient formé un camp à la montagne de Montarville; ils se dispersèrent avant l'arrivée des troupes envoyées de Sorel pour les soumettre. Les patriotes de Beauharnois en firent autant ainsi que nous l'avons déjà dit.

Alors commença l'œuvre de la vengeance.

Bureaucrates, volontaires et soldats parcoururent en tous sens les comtés situés au sud du Saint-Laurent, pillant, dévastant et brûlant les maisons et les granges des patriotes, accablant les femmes et les enfants de mauvais traitements et les lançant sur le chemin public par des temps affreux, obligeant de pauvres mères d'aller, pendant la nuit, suivies de leurs enfants, mendier l'hospitalité. On pouvait suivre Colborne et ses farouches soldats à la lueur des incendies qui illuminait leur marche triomphale. Ils furent sans pitié et d'autant plus braves et insolents que les hommes ayant fui pour ne pas tomber entre leurs mains, ils ne rencontraient partout que de pauvres femmes et d'infortunés enfants sans défense et sans protection.

Que de larmes! Que de scènes de désolation!

Loin de nous la pensée de vouloir rallumer dans les âmes les haines éteintes; mais l'histoire qui condamnera les meurtres de Weir, de Chartrand et de Walker, dira que ces actes de violence commis dans des moments d'excitation, ne sont rien comparés aux actes de vandalisme et de cruauté dont les bureaucrates se rendirent coupables de sang froid et inutilement.

Ce n'était pas tout pourtant, après l'incendie et le pillage devaient venir l'exil et la mort; la mort sur l'échafaud! C'est ce que nous ferons voir dans les chapitres qui suivront.

L.-O. DAVID.

UN RUDE MÉTIER

Il faut prendre en pitié nos représentants et ministres locaux. Leur sort est propre à faire naître la compassion dans les cœurs les plus insensibles. Si cela devait continuer ainsi, il en adviendrait de leurs fonctions comme de celles des directeurs et présidents de banques. Personne ne voudrait plus les accepter, à moins d'être doué d'une rare intrépidité.

Que l'on songe à la vie que mènent les hommes politiques de Québec depuis près de deux ans! Que l'on passe en revue les événements auxquels ils ont été mêlés, et qui ne leur ont pas laissé un moment de relâche pendant cet espace de temps! La session agitée de février 1878, si brusquement terminée par le coup d'État du 2 mars; la crise produite par l'acte de M. Letellier; la campagne électorale d'avril et mai; la fameuse session de juin 1878; puis la dissolution du parlement fédéral et les élections générales de septembre, qui n'ont pas moins occupé nos politiciens locaux que les élections provinciales elles-mêmes; le procès Letellier qui a commencé ensuite, et dont le développement a tenu le pays dans l'agitation jusqu'à ces derniers temps; la session de juin, juillet et août, si mouvementée, qui a retenu notre monde parlementaire dans la capitale pendant toute la saison chaude; enfin